



**20^{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
EXTRAORDINAIRE ET STATUTAIRE
DE LA COMPAGNIE D'ARC DE VEDENE**

Samedi 14 janvier 2017

Stade de la Calade à Vedène

Ordre du jour :

- Explications sur la modification des statuts
- Lecture des nouveaux statuts
- Approbation des modifications des statuts
- Questions diverses

L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres électeurs.

Conformément aux statuts, est électeur, tout membre, agréé par le Conseil d'Administration, ayant réglé sa cotisation annuelle et âgé de plus de 16ans au jour de l'élection.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées à l'Assemblée.

Pourquoi cette assemblée générale statutaire ?

- 1) La FFTA a changé d'adresse et la nouvelle adresse doit apparaître dans les statuts : article 4
- 2) Nous avons au club des archers présentant des handicaps d'où la nécessité de s'inscrire à la FFH (Fédération Française Handisport) et à la FFSA (Fédération Française des Sports Adaptés : Article 1 et 4
- 3) Nous avons souhaité que les jeunes archers à partir de 16 ans puissent intégrer le Comité Directeur de notre association: Article 6
- 4) Nos statuts revus et corrigés en octobre 2000 puis modifiés par des avenants en avril 2004 et Février 2008 sont devenus obsolètes. Nous avons donc mis en conformité nos statuts en s'appuyant sur les recommandations fédérales (FFTA – FFH – FFSA) mais également des dispositions de la loi du 1er juillet 1901.

L'ensemble des modifications apparaissent en bleu sur le document suivant :

TITRE I — OBJET ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 1 : Objet – Siège

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts, une association à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre « La Compagnie d'Arc de Vedène »

Cette association a pour objet la pratique sportive du Tir à l'Arc régie par la Fédération Française de Tir à l'Arc, de la Fédération Française Handisport et de la Fédération Française du Sport Adapté en loisir ou en compétition pour un public valide ou en situation de handicap.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social au domicile du président en exercice. Il pourra être transféré sur simple décision de l'assemblée générale.

Elle a été déclarée à la Préfecture d'Avignon

Elle s'interdit toute manifestation ou toute discussion présentant un caractère politique ou confessionnel ou toute disposition présentant un caractère discriminatoire dans l'organisation et dans la vie de l'association.

Article 2 : Membres — Licences - Cotisations

L'association se compose de membres d'Honneur, de membres Bienfaiteurs et de membres actifs.

Pour être membre actif, il faut être agréé par le Conseil d'Administration, avoir acquitté la cotisation annuelle et la ou les licences fédérales (dont cotisations afférentes).

Le montant de la cotisation annuelle sont fixés chaque année par l'Assemblée générale.

Le titre de membre d'Honneur peut être décerné par le Conseil d'Administration aux personnes physiques ou morales qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'association sans être tenu de payer de cotisation annuelle.

Article 3 : Démission :

La qualité de membre se perd :

1. Par la démission,
2. Par le décès,
3. Par le non-paiement des cotisations ou licences constaté par le bureau après l'appel formel à cotisation.
4. Par radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave.

Dans ce dernier cas, l'intéressé aura été préalablement appelé, par lettre recommandée, à être entendu par le Conseil d'Administration pour fournir des explications. Un délai minimum de 15 jours devra lui être accordé et une possibilité de recours devant l'assemblée générale, réunie à cet effet, sera consentie. Durant cette procédure, il pourra être assisté par toute personne de son choix.

Article 4 : Affiliations :

- L'association est affiliée à la Fédération Française de Tir à l'Arc (F.F.T.A), Fédération Sportive agréée par l'État et reconnue Etablissement d'Utilité Publique, dont le siège est à NOISY-LE-GRAND (Seine-Saint-Denis). L'affiliation est annuelle. Elle est reconduite tacitement, sous réserve du paiement de la cotisation annuelle et des licences dues à la fédération.
- L'association est affiliée à la Fédération Française Handisport (F.F.H.) dont le siège est : 42 rue Louis Lumière — 75020 Paris.

- L'association est affiliée à la Fédération Française du Sport Adapté (F.F.S.A.) dont le siège est : 3 rue Cépré — 75015 Paris.

Elle s'engage :

1. À se conformer aux Statuts et Règlements de la F.F.T.A., F.F.S.A., F.F.H. ainsi qu'à ceux des Comités Régionaux et Départementaux dont elle dépend administrativement et **qui relèvent des mêmes Fédérations**.
2. À se conformer à ses propres dispositions statutaires qui comprennent les mentions obligatoires pour bénéficier de l'agrément ministériel.
3. À se soumettre aux sanctions disciplinaires qui lui seraient infligées par application des dits Statuts et Règlements.

Article 5 : Dispositions particulières

1. L'association est tenue à un devoir d'information auprès de ses membres, notamment en matière d'assurance. Elle leur communique les conditions de garanties liées à la délivrance de la licence et les possibilités offertes pour les augmenter.
2. L'association veille au respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité tant à l'égard des membres qu'à l'égard des visiteurs. Conformément au règlement Hygiène et Sécurité de la FFTA, elle adopte des dispositions réglementaires afin d'offrir des conditions de sécurité maximales dans l'exercice de la pratique du tir à l'arc.
3. En sa qualité de membre, l'association veille à être en règle vis-à-vis de la F.F.T.A. sur le plan administratif. Elle dispose d'un droit de vote aux assemblées générales des instances régionales et départementales. Elle veille notamment à désigner, à défaut du président, le représentant de l'association pour élire à l'occasion de l'assemblée générale du Comité Régional, les délégués représentants les clubs de la ligue à l'assemblée générale de la F.F.T.A.
4. Elle veille au respect des conditions d'encadrement légales ou réglementaires des activités sportives.

TITRE III : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 6 : Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de l'association est composé de **3 membres au moins** et de 16 membres au plus, **élus au scrutin secret pour une durée de 2 ans** par l'Assemblée générale des adhérents électeurs prévus à l'alinéa suivant.

Est électeur tout membre actif qui, au jour de l'élection, est âgé **de seize ans au moins**, ayant adhéré à l'association en étant à jour de ses cotisations et ayant au moins 6 mois d'ancienneté FFTA au jour de l'élection.

Le vote par procuration est autorisé, mais le vote par correspondance n'est pas admis.

Outre les postes de Président, Secrétaire et Trésorier dont la majorité (18 ans) est requise, est éligible au Conseil d'Administration toute personne qui, au jour de l'élection, est **âgée de seize ans au moins**, **ayant déjà été licencié FFTA depuis plus d'un an** et à jour de ses cotisations. Elle doit jouir de ses droits civils et civiques.

L'égal accès des hommes et des femmes au Conseil d'Administration est assuré par l'obligation de leur attribuer au minimum un nombre de sièges proportionnel au nombre de membres éligibles, sur la base du fichier des licences au 31 août précédant l'assemblée générale électorale. Le cas échéant, les postes non pourvus pour carence de candidats restent vacants. Ils seront pourvus dans la mesure du possible lors de l'assemblée suivante après appel à candidatures.

Les membres sortants sont éligibles.

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres et au scrutin secret son bureau comprenant : le Président, les Vice-présidents, le Secrétaire Général, le Secrétaire Adjoint, le Trésorier et le Trésorier Adjoint de l'association.

- Le Président est le responsable juridique et moral du club. Il définit la politique du club en accord avec le Comité de Direction.
Il assure les relations du club avec les organes fédéraux ainsi qu'avec les organismes, collectivités ou associations avec lesquels le club est en rapport.
Il peut déléguer ses pouvoirs aux membres du bureau dans des limites approuvées par le Comité Directeur.
- Le Secrétaire Général assure le secrétariat du club et coordonne l'activité du Conseil d'Administration.
Il assure la diffusion de l'information.
Il peut déléguer ses pouvoirs aux membres du bureau dans des limites approuvées par le Comité Directeur.
- Le Trésorier prépare le budget en fonction des orientations prises par le club. Il en assure l'exécution en veillant, notamment, au respect des sommes engagées.
Il assure la comptabilité complète du club de toutes les recettes et de toutes les dépenses, la rentrée des cotisations, et coordonne la recherche de ressources annuelles.
Il participe à l'élaboration des demandes de subventions.
Il veille notamment à la situation de l'association vis-à-vis de l'administration fiscale, plus particulièrement dans le cadre des activités lucratives ou en qualité d'employeur.
- Les différentes autres charges des membres du Conseil d'Administration sont précisées dans le règlement intérieur qui doit être préparé par le Conseil d'Administration et adopté par l'Assemblée générale.

Pour les postes vacants, l'Assemblée générale suivante procède à leurs remplacements pour le temps qui s'écoulera jusqu'à l'élection suivante. Le Conseil peut s'adjoindre un ou plusieurs membres qui siègent à titre consultatif.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir de rétribution en cette qualité ni en celle de membre du bureau. Toutefois, les frais et débours occasionnés par l'accomplissement de leur mandat peuvent leur être remboursés au vu des pièces justificatives. Le rapport financier présenté à l'Assemblée générale Ordinaire doit faire mention des remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation payés à des membres du Comité Directeur.
Tout contrat ou toute convention passé(e) entre l'association d'une part et un administrateur, son conjoint ou un proche d'autre part, est soumis(e) au Conseil d'Administration et est présenté à l'assemblée générale suivante pour information.

Article 7 : Réunions du Conseil d'administration

Le Conseil se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son Président **ou sur la demande du quart de ses membres.**

La présence de la moitié des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Tout membre du Conseil qui aura, sans excuse acceptée par celui-ci, manqué à trois séances consécutives pourra être considéré comme démissionnaire.

Le Conseil adopte avant le début de l'exercice le budget prévisionnel annuel préparé par le Trésorier.

Il est tenu un procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire.

TITRE IV ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article 8 : Fonctionnement

L'Assemblée générale de l'association est composée de tous les membres prévus au premier alinéa de l'Article 2, à jour de leurs cotisations. Les membres âgés de seize ans au moins au jour de l'Assemblée prennent part aux votes.

Elle se réunit une fois par an, de préférence avant les assemblées générales des organes déconcentrés, et chaque fois qu'elle est **convoquée par le Conseil ou sur la demande du quart au moins des membres actifs.**

Les convocations doivent mentionner obligatoirement l'ordre du jour fixé par le Conseil d'Administration. **Elles sont faites par lettres individuelles ou par e-mail adressés aux membres six jours au moins à l'avance.**

Son bureau est celui du Conseil.

Elle délibère sur les rapports relatifs à l'activité, à la gestion, à la situation morale et financière de l'association. **Elle approuve les comptes de l'exercice clos au plus tard six mois après la clôture de cet exercice,** vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Elle pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'Administration dans les conditions fixées à l'Article 6.

Elle se prononce, sous réserve des approbations nécessaires, sur les modifications des statuts.

Pour toutes les délibérations, le vote par procuration est autorisé.

Article 9 : Conditions de vote

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés à l'Assemblée. Pour la validité des délibérations, la présence du quart des membres visés à l'Article 8 est nécessaire. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée est convoquée avec le même ordre du jour, à six jours au moins d'intervalle. Cette deuxième Assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

TITRE V REPRÉSENTATION

Article 10 :

L'association est représentée par son Président dans tous les actes de la vie civile, ainsi que dans toutes les instances régionales et départementales dont fait partie l'association.

Le Président peut désigner un autre membre du Conseil d'Administration pour le remplacer en cas d'empêchement.

TITRE VI MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Article 11 : Modification

Les Statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'Administration ou du dixième des membres adhérents actifs.

Cette dernière proposition doit être soumise au bureau un mois au moins avant la tenue de l'Assemblée. L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres visés au premier alinéa de l'Article 8. Si cette proposition n'est pas atteinte, une deuxième Assemblée est convoquée à la suite, mais à au moins six jours d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés à l'Assemblée.

Article 12 : Dissolution

L'Assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet.

Elle doit comprendre plus de la moitié des membres visés au premier alinéa de l'Article 8. Si cette proposition n'est pas atteinte, une deuxième Assemblée est convoquée, mais à au moins six jours d'intervalle.

Elle peut alors délibérer valablement, quel que soit le nombre de membres présents. Dans tous les cas, la dissolution de l'association ne peut être prononcée qu'à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés à cette Assemblée.

Article 13 : Dévolution

En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association.

Elle attribue l'actif net, conformément aux dispositions légales en vigueur, [à la Fédération](#) ou à une ou plusieurs associations poursuivant le même objet.

En aucun cas, les membres de l'association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'association.

Sont toutefois excepté des dispositions du présent article, les biens affectés par l'association à une activité étrangère au sport. Ces biens sont, le cas échéant liquidés séparément dans les conditions fixées par l'Assemblée générale.

Article 14 : Ressources

Les ressources de l'association sont multiples et comprennent notamment :

- Les cotisations versées par les membres,
- Les subventions de l'État, des collectivités publiques ou de tout organisme public,
- [Les recettes des manifestations](#)
- Les revenus des biens et valeurs appartenant à l'association,
- Des produits et ventes d'articles divers liés aux activités de l'association,
- [du produit des rétributions perçues pour services rendus](#)
- Toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

TITRE VII FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Article 15 : Notifications

Le Président doit effectuer (dans les 3 mois suivants les changements) à la Préfecture les déclarations prévues à l'Article 3 du décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration pour l'application de la Loi du 1er Juillet 1901 et concernant notamment :

1. Les modifications apportées aux Statuts,
2. Le changement de titre de l'association,
3. Le transfert du siège social,
4. Les changements survenus au sein du Conseil d'Administration et de son bureau.

Article 16 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être établi par le Comité Directeur, qui le fait alors approuver par l'Assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait au fonctionnement pratique des activités de l'association.

Article 16 : Dépôts

Les Statuts, les Règlements intérieurs, ainsi que les modifications qui peuvent y être apportées doivent être communiqués au Service Départemental de la Jeunesse et des Sports dans le mois qui suit leur adoption en Assemblée générale, ainsi qu'à la FFTA, [par l'intermédiaire du Comité Régional](#).

VOTE DE LA MODIFICATION DES STATUTS

Question : Vote de la modification des statuts à main levée ?

Contre : 0 - Abstention : 0 - Pour : Unanimité

Question : Approuvez-vous la modification des statuts?

Contre : 0 - Abstention : 0 - Pour : Unanimité